



ASIE DU SUD-EST

L'Union européenne s'emploie à tisser des liens plus étroits avec les pays d'Asie du Sud-Est et à promouvoir l'intégration régionale avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). L'Union est un acteur économique de poids en Asie du Sud-Est et un important bailleur de fonds d'aide au développement, œuvrant au renforcement des institutions, de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits de l'homme. L'Union a des préoccupations d'ordre géostratégique dans la région, telles que le différend en mer de Chine méridionale, et des préoccupations liées à l'environnement dans la sous-région du Mékong. L'Union a mis en œuvre le programme «l'équipe d'Europe», doté de plus de 800 millions d'euros, pour lutter contre la pandémie de COVID-19 dans la région et en atténuer l'impact socio-économique.

La présente fiche thématique décrit la région d'Asie du Sud-Est. Voir également les fiches thématiques consacrées à l'Asie du Sud ([5.6.7](#)) et à l'Asie orientale ([5.6.8](#)).

BASE JURIDIQUE

- Titre V (action extérieure de l'Union) du traité sur l'Union européenne (traité UE)
- Articles 206 et 207 (commerce) et articles 216 à 219 (accords internationaux) du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE)
- Accords de partenariat et de coopération (relations bilatérales)

A. Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN)

Le premier sommet de l'ASEAN, qui s'est tenu en février 1976 à Bali, a réuni l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande, ainsi que le Brunei Darussalam, le Viêt Nam, le Laos, le Cambodge et le Myanmar/la Birmanie. L'ASEAN applique une politique stricte de non-ingérence dans les affaires intérieures de ses membres.

Dans un contexte géopolitique difficile, l'Union et l'ASEAN sont des partenaires qui partagent les mêmes valeurs et sont convaincus de la nécessité d'un multilatéralisme fondé sur des règles. Au cours des quarante dernières années, l'ASEAN et l'Union ont noué des relations solides, principalement dans les domaines du commerce et de l'économie. Compte tenu des intérêts et des valeurs qu'elles partagent, cette coopération peut encore être grandement renforcée.

L'Union a un intérêt stratégique à développer l'intégration régionale de l'Asie et elle œuvre à la mise en place d'accords de partenariat et de coopération (APC) et d'accords



de libre-échange (ALE) avec des États membres de l'ASEAN à titre individuel. L'Union est le deuxième partenaire économique de l'ASEAN et représente 13 % du total des échanges commerciaux de l'ASEAN avec le reste du monde. L'ASEAN est, après les États-Unis et la Chine, le troisième partenaire non européen de l'Union. L'objectif ultime reste l'établissement d'un accord de libre-échange interrégional entre l'Union et l'ASEAN.

Le 36^e sommet de l'ASEAN, qui s'est tenu par vidéoconférence à Hanoï en juin 2020, a porté principalement sur la lutte contre la COVID-19, la reprise post-pandémie et le renforcement de la coopération. Les dirigeants ont aussi [demandé instamment de faire preuve de mesure et plaidé en faveur de la non-militarisation en mer de Chine méridionale](#). À l'issue du sommet, l'Union a mobilisé en juillet 2020 plus de 800 millions d'euros en faveur du programme «l'équipe d'Europe» afin de soutenir des actions au niveau national et régional pour faire face à la crise sanitaire immédiate liée à la COVID-19.

Le Parlement est favorable à ce que les relations UE-ASEAN accèdent au statut de partenariat stratégique, ce qui devrait renforcer ses relations avec les parlements des pays de l'ASEAN en instaurant un dialogue parlementaire interrégional PE-AIPA^[1] qui consolide la diplomatie parlementaire.

B. Dialogue Europe-Asie (ASEM) et réunion du partenariat parlementaire Asie-Europe (ASEP)

Le 14^e sommet du Dialogue Europe-Asie s'est tenu à Madrid en décembre 2019. Ses objectifs étaient de renforcer la coopération économique, de favoriser le dialogue politique et de promouvoir le rapprochement entre les peuples de l'Union et d'Asie.

La 10^e réunion du partenariat parlementaire Asie-Europe (ASEP-10) s'est tenue à Bruxelles en septembre 2018. Les parties ont souligné la nécessité d'adopter des mesures rapides et efficaces dans les domaines de la lutte contre le changement climatique, de la coopération en matière de sécurité, des échanges commerciaux et des droits de l'homme. Le retrait des États-Unis de l'accord de Paris a mis en évidence l'importance des relations entre l'Asie et l'Europe et du multilatéralisme pour maintenir un ordre mondial fondé sur des règles, ce qui suppose plus de transparence dans les méthodes de travail. La 11^e réunion du partenariat parlementaire Asie-Europe (ASEP-11) est prévue en 2021 à Phnom Penh, au Cambodge.

C. Indonésie

Membre du G20, l'Indonésie est la troisième démocratie et le plus grand pays à majorité musulmane du monde. Partenaire clé, il revêt une importance croissante pour l'Union.

L'Indonésie a tenu ses élections présidentielles, législatives et régionales en avril 2020. C'était la première fois que ces élections avaient lieu simultanément. À l'issue du scrutin, Joko Widodo (Parti démocratique indonésien de lutte) a été réélu pour un second mandat. Des élections régionales sont prévues en décembre 2020 en vue d'élire 9 gouverneurs, 224 conseillers régionaux et 37 maires dans tout le pays. La pandémie de COVID-19 a remis en question l'autorité et la grande popularité de Joko

[1]AIPA: Assemblée interparlementaire de l'ASEAN.



Widodo. Le gouvernement accorde la priorité au développement des infrastructures, avec l'aide d'investissements étrangers et privés. Toutefois, à court terme, l'élaboration des politiques vise avant tout à endiguer la pandémie et à mettre l'économie sur la voie de la reprise. En octobre 2020, l'Indonésie a adopté une loi «omnibus» controversée sur la création d'emplois, qui, selon le gouvernement, devrait attirer les investissements. Cependant, cette loi est actuellement contestée auprès de la Cour constitutionnelle en raison de craintes qu'elle suscite quant à ses conséquences pour l'environnement et le droit du travail. L'économie indonésienne est soutenue par un secteur privé fort. Le PIB de l'Indonésie devrait croître d'environ 5 % par an sur l'ensemble de la période 2018-2022. Le gouvernement a néanmoins revu ses prévisions à la baisse, les situant entre 1,1 % de contraction et 0,2 % de croissance, du fait des retombées de la pandémie de COVID-19.

La coopération entre l'Union européenne et l'Indonésie est fondée sur un accord de partenariat et de coopération datant de 2014. L'Indonésie et l'Union ont tenu la quatrième réunion du comité mixte en février 2020 à Jakarta, axée sur l'évolution récente de la situation politique et économique, la mise en œuvre de l'APC, la coopération sectorielle et les relations UE-ASEAN. Les dirigeants ont réaffirmé leur attachement à l'accord de Paris, et se sont montrés déterminés à renforcer et à accélérer leur coopération dans les domaines de l'environnement, des ressources naturelles, de l'action pour le climat, de l'exploitation légale des forêts et de l'économie circulaire. L'huile de palme demeure un sujet sensible pour l'Indonésie, premier producteur d'huile de palme au monde, et qui avait déposé une plainte auprès de l'OMC contre la politique de l'Union en matière de biocarburants. Les dirigeants ont par conséquent encouragé la certification de la production durable et du commerce responsable.

Le neuvième cycle de négociations en vue d'un accord de libre-échange complet entre l'Union européenne et l'Indonésie, qui s'est tenu en décembre 2019 à Bruxelles, a permis d'aborder un large éventail de domaines, notamment le commerce de biens et de services, les investissements et les règles d'origine. En raison de la crise de la COVID-19, l'Union et l'Indonésie ont mené un cycle de négociations virtuel dans la plupart des groupes de négociation en juin 2020. L'Union est le troisième partenaire commercial de l'Indonésie, avec un volume d'échanges supérieur à 30 milliards d'euros en 2019. Les investissements de l'Union en Indonésie se sont élevés à 33,1 milliards d'euros en 2017. Le cinquième dialogue sur la politique de sécurité entre l'Union et l'Indonésie s'est tenu en vidéoconférence en octobre 2020. L'Union et l'Indonésie ont passé en revue les sujets de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, de la lutte contre les stupéfiants, du maintien de la paix, de la sécurité maritime, de la cybersécurité, de la non-prolifération et de la gestion des catastrophes.

Le 24 octobre 2019, le Parlement a adopté une résolution sur le nouveau code pénal proposé en Indonésie, qui autorise la discrimination fondée sur le sexe, la religion et l'orientation sexuelle, ainsi que la discrimination à l'encontre des minorités. Le Parlement a salué la décision du président Widodo de retarder l'adoption du projet de code pénal à la suite des vastes manifestations auxquelles ont participé des milliers de personnes dans tout le pays.



D. Myanmar/Birmanie

L'Union européenne a pris une part active au processus de transition démocratique au Myanmar/en Birmanie et a pris la tête de la communauté internationale pour reprendre le dialogue avec ce pays lorsqu'il a commencé à rétablir la démocratie et à s'ouvrir au monde. Il n'existe pas d'accord-cadre formel en raison de décennies d'isolement et de sanctions internationales. En 2016, le Conseil a approuvé la stratégie dans laquelle viendraient s'inscrire les relations avec le Myanmar/la Birmanie.

Depuis les élections de 2015, qui ont fait l'objet d'une mission d'observation de l'Union avec la participation du Parlement, des réformes démocratiques ont été menées. Aung San Suu Kyi a occupé les fonctions de conseillère d'État, de ministre des affaires étrangères et de ministre du cabinet de la présidence, lesquelles confèrent de réels pouvoirs exécutifs. La Constitution du Myanmar/de la Birmanie, élaborée par la junte militaire en 2008, limite les actions du nouveau gouvernement. Le Myanmar/la Birmanie est toujours le théâtre d'une guerre civile qui dure depuis 1948. Un cessez-le-feu a été conclu en octobre 2015, mais un certain nombre de groupes ethniques insurgés ont refusé de le signer.

Les dernières élections générales se sont tenues le 8 novembre 2020. La Ligue nationale pour la démocratie (LND) d'Aung San Suu Kyi, parti au pouvoir, a remporté suffisamment de sièges au parlement pour former un nouveau gouvernement, même si l'opposition, soutenue par l'armée du Myanmar/de la Birmanie, a accusé le gouvernement d'irrégularités.

L'Union, qui est un partenaire économique majeur et un important bailleur de fonds d'aide au développement, a alloué 688 millions d'euros durant la période 2014-2020 en faveur de la démocratie et du renforcement des institutions. Le total des échanges entre les deux partenaires a atteint 3,4 milliards d'euros en 2019. En tant que pays moins avancé, le Myanmar/la Birmanie bénéficie de l'initiative commerciale «Tout sauf les armes» (TSA) dans le cadre du système de préférences généralisées (SPG), qui permet aux entreprises d'être exemptées de droits de douane et de quotas d'exportation vers le marché de l'Union pour tous les produits, à l'exception des armes et des munitions.

Le Myanmar/la Birmanie est par ailleurs en proie à une escalade des tensions intercommunautaires. Le 21 août 2020, la quatrième réunion de la conférence de paix de l'Union, dite «conférence de Panglong du XXI^e siècle», a repris. Cette conférence vise à résoudre les conflits entre les groupes militaires et les groupes ethniques insurgés en transformant un accord national de cessez-le-feu en un règlement durable.

Le sixième dialogue UE-Myanmar/Birmanie sur les droits de l'homme s'est tenu en octobre 2020. L'Union et le Myanmar/la Birmanie ont discuté de la situation dans les États de Rakhine, de Kachin et de Shan. Parmi les autres questions abordées: l'accès de l'aide humanitaire, la situation des personnes déplacées à l'intérieur du pays, l'obligation de rendre des comptes en cas de violations présumées des droits de l'homme, les droits et libertés fondamentaux, les droits économiques, les droits du travail et les droits sociaux, les droits des femmes, ainsi que la coopération en matière de droits de l'homme dans les enceintes multilatérales. L'Union a également réaffirmé



son ferme soutien à la transition démocratique du Myanmar/de la Birmanie, au sujet en particulier de son processus de paix et de réconciliation.

Les violations des droits de l'homme constituent une préoccupation majeure, en particulier les persécutions dont sont victimes les Rohingyas dans l'État de Rakhine. Depuis août 2017, plus de 800 000 Rohingyas ont fui le Myanmar/la Birmanie et ses persécutions pour trouver refuge au Bangladesh. En août 2019, des milliers de réfugiés se sont opposés aux tentatives du Bangladesh, du Myanmar/de la Birmanie et des Nations unies de les rapatrier pour des raisons de sécurité.

Le Parlement européen a condamné les violations des droits de l'homme commises contre les Rohingyas dans sa résolution du 19 septembre 2019. En novembre 2019, la Gambie a introduit un recours auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) contre le Myanmar/la Birmanie, sur la base de la convention des Nations unies pour la prévention et la répression du crime de génocide. Lors de sa comparution devant la CIJ en décembre 2019, Aung San Suu Kyi a rejeté les accusations de projet génocidaire et a défendu la Tatmadaw, nom donné aux forces armées du Myanmar/de Birmanie. En janvier 2020, la CIJ a ordonné des «mesures provisoires», obligeant le Myanmar/la Birmanie à mettre un terme aux violences dans l'État de Rakhine et à conserver les preuves d'un éventuel génocide.

E. Philippines

En mai 2016, Rodrigo Duterte a remporté l'élection présidentielle avec 39 % des suffrages. Il a adopté des mesures controversées contre le trafic de drogue, assorties de l'ordre de «tirer pour tuer», qui ont conduit à de graves violations des droits de l'homme. Le président Duterte a réorienté la politique étrangère des Philippines en nouant une nouvelle alliance avec la Chine et la Russie, malgré des désaccords concernant la mer de Chine méridionale et bien que les Philippines soient au nombre des États de l'ASEAN opposés à la Chine dans ce litige. L'ASEAN et la Chine tentent de négocier un code de conduite, mais les discussions ont été interrompues en raison de la pandémie de COVID-19.

En mai 2017, Rodrigo Duterte a proclamé l'instauration de la loi martiale à Mindanao jusqu'à la fin 2019, principalement en raison de la présence de combattants de l'État islamique (EI) à Marawi, ville à majorité musulmane, et dans d'autres villes. L'État islamique a revendiqué les attentats qui ont eu lieu dans le sud des Philippines en septembre 2019. L'Union a soutenu le processus de paix de Mindanao au fil des ans et s'est félicitée du déroulement pacifique du référendum début 2019. Elle reste déterminée à soutenir la région autonome Bangsamoro à Mindanao au moyen de ses différents instruments.

Selon plusieurs enquêtes, une grande majorité de Philippins soutiennent l'action du gouvernement pour endiguer la propagation de la COVID-19 et approuvent ses efforts en faveur de ceux qui ont perdu leur emploi. La cote de popularité de Rodrigo Duterte grimpe et les prochaines élections présidentielles philippines se tiendront en mai 2022.

L'Union est de plus en plus préoccupée par les violations des droits de l'homme, en particulier les exécutions sommaires liées à la «guerre contre la drogue» et à la loi antiterroriste adoptée en juillet 2020. Les Philippines bénéficiant du système de préférences généralisées SPG+ de l'Union européenne depuis décembre 2014, cette



dernière, lors de la 108^e session de la Conférence de l'OIT qui s'est tenue en juin 2019 à Genève, a rappelé au pays qu'il s'est engagé à ratifier et à mettre en application les conventions internationales sur les droits de l'homme et les droits des travailleurs, conformément à l'accord SPG+.

L'Union et les Philippines ont signé un accord de partenariat et de coopération en 2011, qui est entré en vigueur en mars 2018. Le [premier comité mixte](#), réuni à Bruxelles le 28 janvier 2020, a créé trois sous-comités spécialisés: coopération au développement; échanges, investissements et coopération économique; bonne gouvernance, état de droit et droits de l'homme.

Le comité mixte permet aux Philippines et à l'Union de tirer pleinement parti de la coopération dans divers secteurs, en vue de porter les relations bilatérales à un niveau supérieur et de renforcer les liens en s'appuyant sur les intérêts communs et le respect mutuel.

L'Union est un important bailleur de fonds pour les Philippines, avec un apport de 325 millions d'euros pour la période 2014-2020. Elle concentre ses efforts sur l'état de droit et la croissance inclusive. Les échanges de biens entre l'Union et les Philippines se sont élevés à 14,9 milliards d'euros en 2019, l'Union étant le quatrième partenaire commercial des Philippines. Les négociations en vue d'un accord de libre-échange entre l'Union et les Philippines ont démarré en décembre 2015 et un premier cycle s'est tenu en mai 2016. Ces négociations couvrent un large éventail de questions, notamment les droits de douane, les obstacles non tarifaires au commerce, le commerce des services et les investissements, ainsi que, sous l'angle du commerce, les marchés publics, la propriété intellectuelle, la concurrence et le développement durable.

Dans une résolution du 17 septembre 2020, le Parlement a demandé instamment à l'Union européenne et à ses États membres de soutenir l'adoption d'une résolution au Conseil des droits de l'homme des Nations unies. Il y a également invité la Commission à suspendre temporairement les préférences commerciales accordées aux Philippines, par suite du non-respect des dispositions relatives aux droits de l'homme.

F. Viêt Nam

Les relations entre l'Union européenne et le Viêt Nam reposent sur un accord de partenariat et de coopération adopté en 2016. Les sommes allouées pour la période 2014-2020 s'élèvent à 400 millions d'euros, principalement en faveur de la bonne gouvernance, de l'énergie et de la lutte contre le changement climatique, en particulier dans le delta du Mékong.

Le Viêt Nam demeure un État communiste unipartite sans liberté politique, bien qu'il soit l'un des exemples les plus aboutis de transition d'un système économique communiste failli à une économie de marché ouverte. Il est l'un des pays de l'ASEAN affichant la croissance la plus rapide, avec un taux de croissance moyen du PIB de près de 7 % entre 2010 et 2020. Les échanges de biens entre l'Union et le Viêt Nam se sont élevés à 45,5 milliards d'euros en 2019, tandis que les IDE de l'Union au Viêt Nam ont atteint 7,4 milliards d'euros en 2018.



Le 12 février 2020, le Parlement a donné son approbation à un accord de libre-échange (ALE) et à un accord de protection des investissements (API) UE-Viêt Nam. L'Union et le Viêt Nam ont ratifié l'ALE le 8 juin 2020 (et celui-ci est entré en vigueur le 1^{er} août 2020). L'ALE prévoit la suppression immédiate de 65 % des droits de douane sur les exportations de l'Union vers le Viêt Nam et de 71 % de ces droits sur les importations en provenance du Viêt Nam. L'API UE-Viêt Nam devra encore être ratifié par les différents États membres de l'Union.

La huitième réunion du dialogue entre l'Union et le Viêt Nam sur les droits de l'homme s'est tenue à Bruxelles le 4 mars 2019. Les discussions ont porté notamment sur la liberté d'expression, la peine de mort et la cybersécurité. Le 17 octobre 2019, l'Union et le Viêt Nam ont signé un accord-cadre de participation en vue d'établir un cadre juridique pour la participation du Viêt Nam à des opérations de gestion de crise menées par l'Union européenne.

G. Thaïlande

Le partenariat entre l'Union européenne et la Thaïlande repose sur un accord-cadre signé en 1980. Les deux parties ont mené à bien les négociations en vue d'un accord de partenariat et de coopération (APC) en mars 2013, mais le processus de signature de l'accord a été suspendu à la suite du coup d'État militaire de 2014. Le 14 octobre 2019, le Conseil a adopté des conclusions en vue de reprendre progressivement le dialogue politique. Depuis lors, les travaux se sont poursuivis pour préparer une signature prochaine de l'APC, lequel renforcerait considérablement la coopération entre l'Union et la Thaïlande. Par ailleurs, des dispositions sont également prises en vue de relancer les négociations sur un ALE ambitieux et complet.

L'Union est le troisième marché d'exportation de la Thaïlande, qui est elle-même l'un de ses principaux partenaires commerciaux au sein de l'ASEAN. En 2019, les échanges commerciaux bilatéraux se sont élevés à 33,1 milliards d'euros. La 14^e réunion des hauts fonctionnaires entre l'Union européenne et la Thaïlande s'est tenue à Bruxelles le 16 octobre 2019, et les débats ont porté sur le commerce, les migrations, la coopération, le changement climatique et les questions liées aux droits de l'homme.

La Thaïlande est une monarchie constitutionnelle, mais dirigée par une junte militaire depuis le 22 mai 2014. L'armée a supprimé l'opposition en imposant la loi martiale, et des violations des droits de l'homme ont été constatées. Le roi Bhumibol Adulyadej est décédé à la fin de l'année 2016. Le roi Maha Vajiralongkorn Bodindradebayavarangkun a été couronné en mai 2019, bien qu'il ait accédé au trône deux ans auparavant.

Les élections législatives du 24 mars 2019 ont été remportées par le parti proche de l'armée, mais des voix se sont élevées pour dénoncer des manipulations, une mauvaise information et des incohérences dans les taux de participation. Prayuth Chan-ocha, l'ancien chef militaire au pouvoir en 2014, a été nommé Premier ministre en juin 2019. Il avait déjà occupé le poste de Premier ministre entre 2014 et 2019, lorsque le Conseil national pour le maintien de la paix et de l'ordre (NCPO) dirigeait le pays. Bien que le régime de la junte militaire ait pris fin en juillet 2019, les militaires continuent d'exercer leur influence sur le gouvernement.



Les Thaïlandais qui manifestent contre le gouvernement du Premier ministre Prayuth Chan-ocha depuis déjà un certain temps réclament une réforme de la monarchie, ce qui est sans précédent à l'époque contemporaine. Le 23 février 2020, la première vague de manifestations a été déclenchée par la décision de la Cour constitutionnelle de dissoudre le Parti du nouvel avenir, une formation d'opposition populaire parmi les jeunes. Le Parti du nouvel avenir a obtenu le troisième plus grand nombre de sièges à la Chambre des représentants à l'issue des élections de mars 2019 et avait émergé au cours des mois précédents comme le parti d'opposition le plus actif. Le 15 octobre 2020, le gouvernement thaïlandais a déclaré l'état d'urgence pour tenter de mettre un terme aux manifestations, en se réservant le droit d'imposer un couvre-feu et la loi martiale.

En février 2017, la junte a engagé des pourparlers de paix avec les insurgés dans les provinces méridionales, à majorité musulmane. La Thaïlande a officiellement lancé, le 21 janvier 2020, à Kuala Lumpur, un processus de paix avec le groupe insurgé Barisan Revolusi Nasional Melayu Patani (BRN), originaire du sud du pays. La Malaisie est intervenue dans les négociations en qualité de médiateur.

Le Parlement a adopté des résolutions sur les droits de l'homme, les travailleurs migrants et le droit du travail en Thaïlande.

H. Cambodge

Les relations de l'Union avec le Cambodge remontent à l'accord de coopération de 1977. L'Union est le premier bailleur de fonds du Cambodge, avec une enveloppe de 410 millions d'euros pour la période 2014-2020, destinée à renforcer la gouvernance et l'état de droit, ainsi qu'à aider le tribunal chargé de juger les Khmers rouges. Des années de guerre civile ont fait du Cambodge l'un des États les plus pauvres d'Asie du Sud-Est. En 1993, à la suite des accords de paix de Paris (1991), le Cambodge a adopté une constitution qui a ouvert la voie à un État démocratique et multipartite libéral et a, depuis, organisé régulièrement des élections. Le 26 février 2018, le Conseil a adopté des conclusions sur le Cambodge en raison de l'évolution de la situation politique et de la détérioration continue de la démocratie, du respect des droits de l'homme et de l'état de droit.

Hun Sen, le Premier ministre, et son Parti du peuple cambodgien (CPP), au pouvoir, ont remporté les élections législatives du 29 juillet 2018, bien que l'opposition ait dénoncé le processus électoral comme n'ayant été ni libre ni équitable. Kem Sokha, chef du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC), formation d'opposition, a été arrêté en septembre 2017. Sam Rainsy, ancien chef du PSNC, s'est exilé en 2015. Le PSNC a été dissous en novembre 2017. Malgré la levée de son assignation à résidence en novembre 2019, Kem Sokha, qui demeure sous contrôle judiciaire, sera jugé pour trahison et toute activité politique lui est interdite. En septembre 2020, le Premier ministre Hun Sen aurait déclaré que le procès de Kem Sokha pourrait durer encore quatre ans et se poursuivre après les élections locales de 2022 ou les élections nationales de 2023.

En février 2020, la Commission a décidé de retirer une partie des préférences tarifaires accordées au Cambodge dans le cadre du régime commercial TSA, en raison des violations graves et systématiques des principes des droits de l'homme consacrés par



le Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Le règlement en question est entré en vigueur le 25 avril 2020 et est devenu applicable le 12 août 2020. L'économie cambodgienne dépend de l'aide internationale et des exportations textiles et est particulièrement exposée aux fluctuations des coûts de la main-d'œuvre. Le retrait des préférences tarifaires et leur remplacement par les droits de douane normaux de l'Union touchent principalement les secteurs de l'habillement et de la fabrication de chaussures. Le retrait représente environ un cinquième des exportations annuelles du Cambodge vers l'Union, ce qui correspond à un montant de 1 milliard d'euros.

En septembre 2017, le Parlement européen a adopté une résolution appelant le gouvernement cambodgien à mettre fin aux poursuites engagées à l'encontre de Kem Sokha pour des raisons politiques. En septembre 2018, il a de nouveau adopté une résolution demandant l'abandon de toutes les charges retenues contre Kem Sokha et sa libération immédiate.

I. Singapour

L'Union européenne et Singapour coopèrent très étroitement dans les domaines du commerce, des sciences et de la technologie. Le 13 février 2019, l'Union et Singapour ont ratifié trois accords «de nouvelle génération»: l'accord de partenariat et de coopération UE-Singapour, l'accord de libre-échange UE-Singapour et l'accord de protection des investissements UE-Singapour. L'accord de libre-échange avec Singapour est entré en vigueur le 21 novembre 2019. Ces accords visent à renforcer les liens politiques, économiques et commerciaux entre les deux parties et permettront de réduire considérablement les droits de douane de part et d'autre. Les barrières techniques et non tarifaires au commerce des biens seront supprimées dans un grand nombre de secteurs.

L'Union européenne est le troisième partenaire commercial de Singapour. Les échanges de biens entre l'Union et Singapour se sont élevés à 47 milliards d'euros en 2019. Singapour est l'une des principales destinations des investissements européens en Asie, les stocks d'investissements directs étrangers ayant atteint 227 milliards d'euros en 2017. En retour, Singapour est le troisième investisseur asiatique dans l'Union. Les élections générales, initialement prévues en avril 2021, se sont tenues le 10 juillet 2020, ce qui a permis au Premier ministre Lee Hsien Loong et à son gouvernement de faire face à la menace et aux défis économiques que représente la pandémie de COVID-19. Lee Hsien Loong et son Parti d'action populaire (PAP) ont obtenu 83 sièges sur 93 au Parlement, tandis que la plus grande formation d'opposition, le Parti des travailleurs, a obtenu son meilleur résultat à ce jour en remportant 10 sièges. Le PAP, qui n'a jamais perdu d'élection, est à la tête de la cité-État depuis 1959. Le Premier ministre Lee Hsien Loong a toujours dit qu'il céderait le pouvoir avant ses 70 ans, c'est-à-dire en 2022. Heng Swee Keat, ministre des finances et vice-Premier ministre de Lee Hsien Loong, est pressenti pour lui succéder.

Le Parlement européen et l'Union dans son ensemble, qui soutiennent l'action de la société civile, ont lancé un appel clair en faveur de l'abolition de la peine de mort.

J. Brunei Darussalam

C'est le sultan du Brunei, Hassanal Bolkiah, qui règne sur l'État, mais le prince Billah Bolkiah assume de plus en plus de responsabilités. Le régime est autoritaire. En 2014,



le code pénal a été modifié et repose désormais sur la charia. En avril 2019, un nouveau code pénal a été promulgué, qui prévoit de nouvelles sanctions telles que la lapidation en cas de relations homosexuelles ou d'adultère et l'amputation en cas de vol. Face au tollé international qui s'en est suivi, le Brunei a étendu son moratoire sur la peine de mort.

L'Union européenne s'emploie activement à renforcer ses relations avec le Brunei, mais il n'existe pas encore d'accord-cadre. Un accord de partenariat et de coopération UE-Brunei est en cours de négociation et couvrira une série de domaines politiques et économiques. Les relations qu'entretiennent les deux parties passent principalement par l'ASEAN. L'Union était le cinquième partenaire commercial du Brunei pour l'échange de biens en 2018, avec une valeur globale de 740 millions d'euros. Les échanges entre l'Union et le Brunei concernent principalement les machines, les véhicules à moteur et les produits chimiques.

Dans sa résolution du 18 avril 2019, le Parlement a fermement condamné l'entrée en vigueur du code pénal fondé sur la charia. Il a réaffirmé sa condamnation de la peine de mort et souligné que les dispositions du code pénal fondé sur la charia contreviennent aux obligations du Brunei en vertu du droit international relatif aux droits de l'homme.

K. Laos (République démocratique populaire lao)

Les relations entre l'Union européenne et le Laos sont fondées sur un accord de coopération de 1997. L'Union a accordé plus de 500 millions d'euros pour la période 2016-2020 au Laos en vue de soutenir son huitième plan national de développement socio-économique, lequel met l'accent sur l'augmentation de la croissance économique et comprend l'objectif global d'une sortie de la liste des pays les moins avancés d'ici à 2020. Le commissaire chargé du développement, M. Mimica, s'est rendu au Laos en septembre 2019 afin de renforcer les relations de l'Union avec ce pays et de débattre de sujets tels que la nutrition, la bonne gouvernance et l'aide au commerce.

Le Laos est un État unipartite. Le Parti révolutionnaire populaire lao (LPRP), au pouvoir depuis la fin de la guerre civile en 1975, dirige le pays d'une main de fer et n'a en face de lui aucune opposition. Les prochaines élections nationales sont prévues en 2021. Le Laos approfondit ses relations avec la Chine et avec l'ASEAN dans le but d'attirer des investissements. Les réformes économiques ont débouché sur une croissance économique soutenue, de plus de 7 % depuis 2014. La pandémie de COVID-19 a bousculé cette stratégie en entravant fortement la croissance économique, qui devrait tomber dans une fourchette comprise entre -0,6 et -2,4 % en 2020.

En dépit de réformes économiques, le pays reste pauvre et continue de dépendre de l'aide internationale. En tant que pays parmi les moins avancés, le Laos bénéficie du régime commercial «Tout sauf les armes» accordé par l'Union. Le total des échanges entre l'Union et le Laos s'est élevé à 380 millions d'euros en 2019.

L'Union accorde une importance particulière aux droits de l'homme, notamment à la situation des personnes déplacées à la suite de la construction d'immenses barrages sur le Mékong. La neuvième réunion annuelle du dialogue entre l'Union et la République démocratique populaire lao sur les droits de l'homme et la gouvernance s'est tenue à Vientiane en mars 2019. Lors de la 108^e session de la Conférence de



l'OIT, qui s'est tenue à Genève en juin 2019, l'Union a invité le Laos à s'attaquer au problème de l'exploitation sexuelle des enfants.

L. Malaisie

L'Union européenne et la Malaisie ont achevé en décembre 2015 les négociations relatives à la conclusion d'un accord de partenariat et de coopération. Les négociations sur un ALE UE-Malaisie ont été suspendues en avril 2012 à la demande de la Malaisie, après sept cycles de négociation. L'Union est le troisième partenaire commercial de la Malaisie et l'un de ses principaux investisseurs étrangers. Les stocks d'investissements de l'Union en Malaisie se sont élevés à 24,5 milliards d'euros en 2017. Le total des échanges de biens entre l'Union et la Malaisie a atteint 36,6 milliards d'euros en 2019. Le PIB de la Malaisie a crû de 4,5 % en 2019, mais la pandémie de COVID-19 a freiné la croissance en 2020.

Fin mars 2019, la Commission a annoncé que, au titre de la directive sur les sources d'énergie renouvelables, qui prévoit un objectif de 32 % de bioénergies durables, il serait progressivement mis fin à l'utilisation de l'huile de palme dans les carburants destinés au transport. L'Indonésie et la Malaisie ont protesté et porté l'affaire devant l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'Union fait observer que la culture de l'huile de palme provoque une déforestation excessive. La Malaisie insiste néanmoins sur le fait qu'elle s'emploie à améliorer la durabilité de son industrie de l'huile de palme. Afin de marquer sa solidarité avec l'Indonésie, la Malaisie, qui est le deuxième producteur mondial d'huile de palme, agira en tant que tierce partie dans le différend qui concerne l'Indonésie. Lors des élections législatives de mai 2018, la coalition Barisan Nasional (BN), qui compte dans ses rangs l'Organisation nationale des Malais unis (UMNO), a essuyé une défaite pour la première fois de son histoire. Le Premier ministre Mahathir Mohamad, chef du Pakatan Harapan, a remplacé Najib Razak, qui encourt une peine de prison de douze ans dans une procédure en attente d'appel. En novembre 2019, la coalition Barisan Nasional (BN), dans l'opposition, a remporté une élection partielle, ce qui a entraîné la chute du gouvernement du Premier ministre Mahathir Mohamad. En mars 2020, fort du soutien de l'UMNO, Muhyiddin Yassin, président du Parti unifié indigène de Malaisie (PPBM), a prêté serment devant le roi Abdullah, en tant que Premier ministre dirigeant la nouvelle coalition Perikatan Nasional (PN). Toutefois, le 13 octobre 2020, le chef de l'opposition, Anwar Ibrahim, a rencontré le roi afin de lui prouver qu'il disposait d'une majorité parlementaire suffisante pour former un nouveau gouvernement et il a demandé au Premier ministre Muhyiddin Yassin de démissionner.

Le Parlement européen condamne la peine de mort, la violation des droits des personnes LGBTI, l'étouffement de l'expression du mécontentement public, ainsi que le manque de possibilités d'expression pacifique, notamment de débat public.

Jorge Soutullo / Andreas Striegnitz

11/2020

